

Unité Départementale Hérault  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 07/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SRC**

**SRC**  
Campsoreille  
30140 Thoiras

Références : UD34/2025/H3/MJ/117  
Code AIOT : 0006606444

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SRC implanté SRC Ancienne carrière de Cavinous 34820 Teyran. L'inspection a été annoncée le 27/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 28 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection établi pour l'année 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SRC
- SRC Ancienne carrière de Cavinous 34820 Teyran

- Code AIOT : 0006606444
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site est le stockage de déchets inertes. Le contrôle a consisté en une revue documentaire et une visite de terrain où sont stockés les déchets inertes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Conditions d'admission des déchets | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 15 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des conditions d'admission des déchets inertes sur le site n'a pas mis en évidence de non-conformités sur le sujet. En revanche, l'absence de moyens de lutte incendie à proximité des déchets verts fait l'objet d'une demande d'action corrective.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions d'admission des déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>Article 15 :</u><br>Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Un contrôle sur les conditions d'admission des déchets inertes a été réalisé sur la journée du 27 octobre 2025.<br>Il s'est appuyé sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.  |

|   |
|---|
| <p>Le registre d'admission de la journée du 27 octobre 2025 a été présenté à l'inspecteur de l'environnement ainsi que les documents relatifs au bon de commande numéro 21745 (bon de livraison et bon de commande).</p> <p>Ce contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformités sur la gestion des déchets inertes entrants.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 12 :</u><br/> Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation bien visibles et facilement accessibles.<br/> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel.<br/> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun extincteur ou autre moyen de lutte contre l'incendie ne sont en place à proximité du stockage de déchets verts récupérés au sein de l'entreprise.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper le stockage de déchets verts de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>  |